



**Recrutement d'un(e) expert(e) national  
(e) ou international(e) senior en droit  
public**

---

**TERMES DE RÉFÉRENCE**

**Janvier 2018**

**Descriptif d'emploi Secrétariat technique - OMRH**  
**Expert (e) national (e) ou international (e) senior en**  
**droit public**

<b>Pays</b>	Haïti, PAP
<b>Secteur</b>	Gouvernance
<b>Structure d'accueil</b>	Office de management et des ressources humaines (OMRH) Secrétariat technique de la Coordination générale
<b>Durée du service</b>	1 an (avec possibilité d'extension)
<b>Statut</b>	Contractuel
<b>Durée de la position</b>	Temps plein
<b>Position</b>	<b>Expert(e) national(e) ou international(e) senior de haut niveau, spécialiste en droit public</b>
<b>Contexte</b>	<p>La modernisation de l'appareil administratif de l'État et la rénovation de la fonction publique constituent un enjeu de politique publique de tout premier ordre. L'Office de management et des ressources humaines (OMRH), organe de coordination stratégique à vocation interministérielle institué auprès du Premier ministre, a pour mission de piloter et de coordonner l'action gouvernementale relative à l'organisation, au fonctionnement, à la performance, au développement, au renforcement et à l'efficacité de l'administration et de la fonction publique.</p> <p>Ce double mandat définit ses deux sphères de compétence : le rôle d'organe régulateur pour veiller à l'application des lois et règlements régissant la fonction publique et celui de piloter le processus de modernisation de l'administration publique. C'est dans cette perspective qu'est lancé cet appel à candidature pour le recrutement d'un expert national(e) ou international(e) senior en vue de renforcer le Secrétariat technique du Coordonnateur général de l'OMRH.</p>
<b>Objectif du poste</b>	<p>L'objectif global de ce poste est de contribuer – au titre de la gouvernance du processus de réingénierie institutionnelle - à la mise en œuvre efficace des actions de réforme et de modernisation de l'administration et de la fonction publiques (FP). Il est attendu de l'expert un apport institutionnel en vue de renforcer les capacités de l'OMRH dans le pilotage et le suivi de l'aspect transversal et des programmes sectoriels de réformes mis en œuvre par les administrations.</p> <p>Des objectifs spécifiques seront poursuivis relatifs à la gestion axée sur les résultats et la problématique de l'accessibilité du citoyen au service public.</p>

	<p>S'agissant de la coordination technique et administrative de l'action gouvernementale en matière de réforme réalisée au sein de l'OMRH, différents aspects mériteront une attention particulière et une amélioration : l'harmonisation et l'uniformisation des procédures ; les problèmes de duplication, la culture de travail en vase clos, l'incohérence des textes normatifs, etc.</p>
<p>Description du poste</p>	<p>Sous la supervision directe du Coordonnateur général, et en synergie avec les cadres du Secrétariat technique, l'expert(e) national(e) ou international(e) senior en droit public sera chargé(e) de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ appuyer la réforme de l'administration et de la fonction publique ;</li> <li>▪ participer au comité de réflexions chargé de faire un rapport au Premier ministre sur l'orientation du PCRE III ;</li> <li>▪ finaliser le processus d'élaboration du PCRE selon le calendrier établi et les orientations de l'OMRH;</li> <li>▪ présenter une revue générale sur l'ensemble des documents de référence de la réforme tels PSDH, PCRE, rapports CNRA, etc. ;</li> <li>▪ soumettre un plan de mise en œuvre du PCRE ;</li> <li>▪ participer aux travaux de révision des deux décrets du 17 mai 2005 portant organisation de l'administration centrale de l'Etat et révision du statut général de la fonction publique et les textes assimilés</li> <li>▪ appuyer l'OMRH dans le domaine de renforcement institutionnel de l'administration publique, de la réforme des finances publiques et de la modernisation de l'administration publique ;</li> <li>▪ contribuer aux efforts d'analyse, de suivi et de coordination interne et externe relatifs aux activités et plan d'action de l'OMRH ;</li> <li>▪ fournir des avis techniques sur les documents élaborés par l'OMRH ;</li> <li>▪ définir et proposer toutes mesures administratives et réglementaires visant la modernisation de l'administration publique ;</li> <li>▪ participer à la définition de stratégies de modernisation de l'administration publique et des finances publiques ;</li> <li>▪ identifier des mesures allant dans le sens de l'adhésion des fonctionnaires et des citoyens à la réforme ; d'engagement des citoyens, de gouvernance en ligne et de participation en ligne, et de gouvernance socio-économique, aux fins de définir une stratégie de développement et de prestations de services à la population ;</li> <li>▪ le cas échéant, rédiger des documents, préparer de notes d'information, de documents de synthèse et de propositions destinés à la Coordination générale de l'OMRH ;</li> <li>▪ réaliser toutes autres tâches requises.</li> </ul>
<p><b>Profil de l'expert</b> <i>Qualifications et compétences</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Idéalement, un(e) expert(e) de haut niveau issu(e) du rang des grands commis de l'Etat</b> (de type Conseil d'État, Haut Conseil d'État, Préfet, ou Cour des comptes/Cour des comptes et du contentieux administratif/Tribunal des Comptes, etc.) ;</li> <li>▪ L'Expert(e) de niveau national ou international est titulaire d'un</li> </ul>

diplôme universitaire du niveau de la maîtrise au moins ou pouvant justifier d'un diplôme universitaire équivalent (un doctorat constitue un atout), **spécialiste en droit public**;

- Formation de type ENA (France), ENAP (Canada) serait un atout ;
- Le français sera la langue de travail sur place et le consultant devra avoir une parfaite maîtrise orale et écrite de la langue française, une bonne connaissance de l'anglais et/ou de l'espagnol serait un atout;
- Une bonne connaissance en informatique, maîtrise des logiciels bureautiques (éditeur de texte, tableur, présentation, etc.) et autres outils de communication;
- Une bonne aptitude de travail en équipe et sous pression.

### ***Compétences spécifiques***

- **Professionalisme**
  - ✓ connaissance en finances publiques et des différentes approches conceptuelles relatives à la gestion du développement ;
  - ✓ compétences techniques en matière de recherche et/ou d'élaboration, de mise en œuvre ou d'évaluation des politiques et de définition et d'utilisation des indicateurs statistiques quantitatifs, portant sur les finances publiques, la gouvernance publique, les cadres légaux, de l'engagement des citoyens, ainsi que de la gouvernance en ligne et de la participation en ligne, s'agissant des stratégies de développement et de la prestation de services à la population;
  - ✓ capacité de dialoguer et de négocier avec des représentants des différents secteurs de l'administration publique ;
  - ✓ soucieux (se) de promouvoir la vision, la mission et les objectifs stratégiques de l'OMRH;
- **Aptitude à planifier et à organiser**
  - ✓ aptitude à définir clairement des buts compatibles avec les stratégies convenues ;
  - ✓ aptitude à hiérarchiser les activités et tâches prioritaires, et
  - ✓ réaménagement les priorités en fonction des besoins ;
- **Esprit d'équipe et comportement professionnel**

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ capacité de travailler dans un milieu de diversité culturelle, religieuse, raciale et liée au genre ;</li> <li>✓ collaboration avec ses collègues afin d'atteindre les objectifs de l'OMRH ;</li> <li>✓ appréciation à leur juste valeur des idées et la compétence de chacun ;</li> <li>✓ sens du service public (valeurs d'équité, d'éthique et d'intégrité);</li> <li>✓ capacité d'évaluer des dossiers avec d'impartialité ;</li> <li>✓ esprit de créativité et d'initiative.</li> </ul>
<p><i><b>Expérience professionnelle générale</b></i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ l'Expert(e), de catégorie "senior" devra justifier d'au moins 15 ans d'expérience professionnelle ;</li> <li>▪ l'Expert(e) devra avoir au moins 10 années expérience professionnelle pertinente dans le domaine de droit public;</li> <li>▪ l'Expert(e) devra avoir une expérience professionnelle avérée d'au moins 5 années dans la conception et la mise en place des programmes de renforcement des capacités prioritairement en droit public, voire en gouvernance, en administration publique, et en finances publiques en tant qu'expert d'amélioration de la bonne gouvernance, de l'efficacité de l'action publique et de conduite du changement au sein de la fonction publique.</li> </ul>
<p><i><b>Expérience professionnelle spécifique à l'activité considérée comme un atout</b></i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ au moins 5 ans d'expérience dans le domaine de la réforme de l'administration publique (voire des finances publiques), <u>axée sur les résultats et la performance avec une connaissance du système français</u> ;</li> <li>▪ au moins 3 ans d'expérience dans la gestion des projets de coopération dans un pays émergent ou en transition (missions dans le domaine de l'administration publique, des finances publiques ;</li> <li>▪ au minimum 5 ans d'expérience professionnelle avec des responsabilités élevées au sein du secteur public, dont au moins 3 années en matière de gestion/développement des institutions publiques ou dans le domaine de la coordination du travail gouvernemental au niveau supra-ministériel (niveau bureau de premier ministre ou équivalent) ;</li> <li>▪ expériences spécifiques en matière de gestion de la carrière dans la fonction publique, un atout dans le pilotage de dossiers touchant à :</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ structure de classification des emplois,</li> <li>✓ statuts particuliers,</li> <li>✓ corps, catégories d'emplois,</li> <li>✓ système de rémunération avec grille indiciaire de salaires, des primes et des avantages sociaux,</li> <li>✓ conditions de travail des agents de la FP,</li> <li>✓ accès à la FP et tenue de concours de recrutement et de promotion ;</li> <li>✓ gestion des contractuels,</li> <li>✓ évaluation du rendement et de la performance des fonctionnaires ;</li> <li>✓ égalité en emploi pour les femmes et les personnes handicapées ;</li> <li>✓ code de déontologie et discipline dans la fonction publique etc.</li> </ul>
<p><b>Date butoir pour candidater</b></p>	<p>16 février 2018</p>